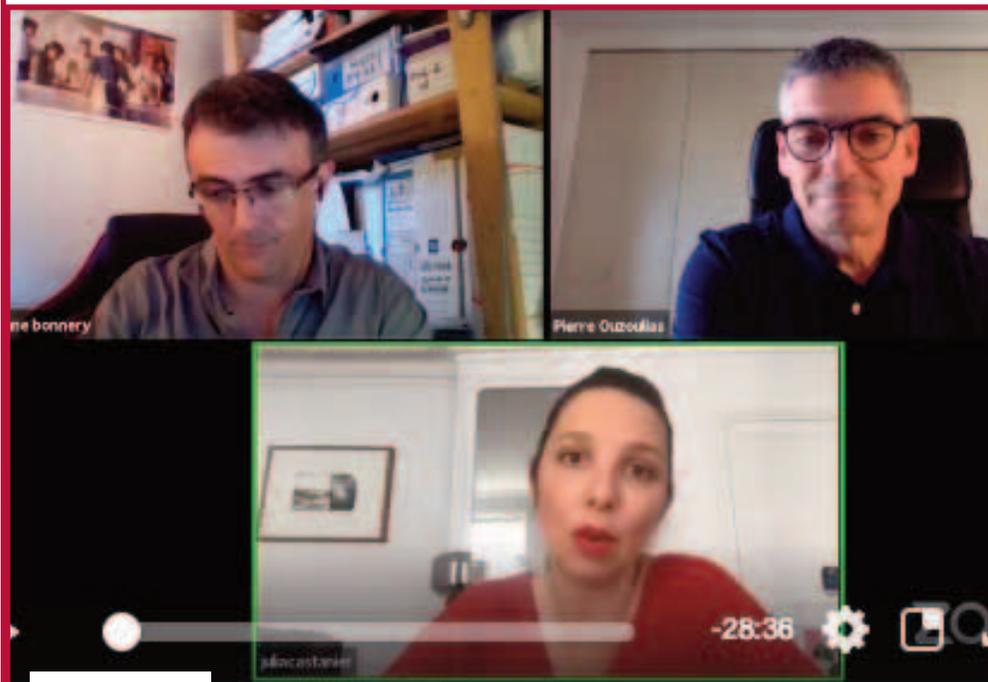


COMMUNISTES

Contre la guerre économique, des coopérations nouvelles (p. 3)



vidéo

Premier Direct des Jours Heureux consacré à la recherche : Avec Pierre Ouzoulias, sénateur PCF Et Stéphane Bonnery, professeur en sciences de l'éducation à Paris 8

L'AIR DU TEMPS

Ma cassette

Le riche est retors dès qu'on touche à ses petits sous. Et ses clones, au ministère de l'Économie, ne le sont pas moins. Dernier exemple en date : Bercy annonce, dans le *JD* du 6 mai, qu'il met fin au secret bancaire sur les coffres-forts. Bien obligé : c'est l'application d'une directive européenne de lutte contre le blanchiment. Donc, dès septembre 2020, les titulaires de tels coffres-forts seront recensés sur un fichier de comptes bancaires, les banques devront donner les noms. Bien. Oui mais... si le fisc ou d'autres veulent avoir accès au contenu des coffres, impossible, interdit, oualou machache, zéro ! Autrement dit, on pourra savoir qui a un coffre mais impossible de connaître le montant de l'argent détenu. Elle est pas belle la vie... des riches ? 🇫🇷

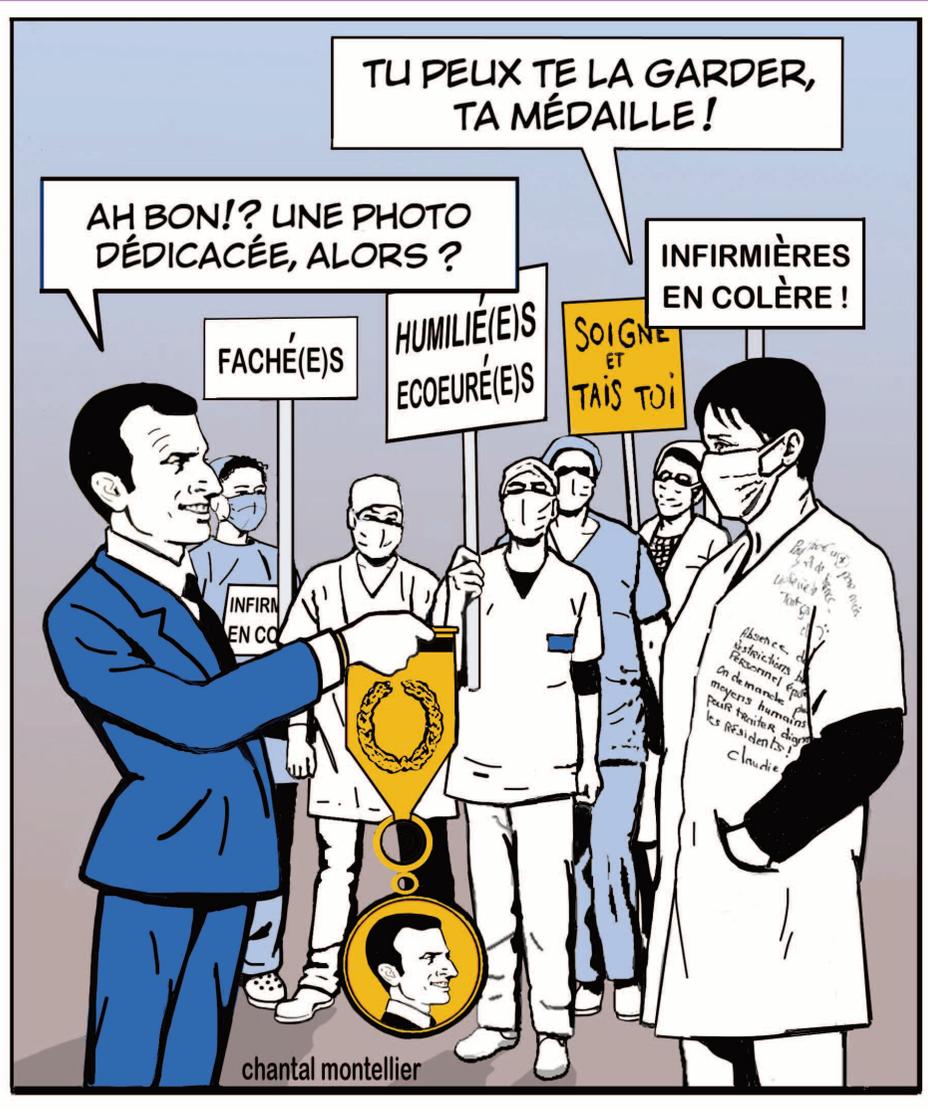
Gérard Streiff

SOUSCRIPTION 2020 (cliquez)

Je verse : €

**"En pleine bataille des retraites
donner les moyens au PCF d'intervenir"**

Chèque à l'ordre de "ANF PCF" : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



Posez vos questions en commentaires
#DirectJoursHeureux
Mardi 26 Mai
17h30

f

Serge Morand
Ecologue et biologiste

#DIRECTPCF

Le DIRECT des JOURS HEUREUX



Contre la guerre économique, des coopérations nouvelles

La violence de la secousse économique qui s'étend sous nos yeux agit comme un révélateur de grandes questions posées au pays. Parmi celles-ci : la question industrielle. Quelques chiffres : Entre 1980 et 2018, la part de marché mondiale de la France dans les biens est tombée de 6,3 % à 3 %... Derrière les Pays-Bas. 44 % du PIB de la zone euro sont consacrés aux importations contre 18 % en 1986 (alors que la Chine ou les États-Unis sont restés sous les 20 %). En 1990 la France produisait plus de la moitié de ses médicaments contre 11 % aujourd'hui. Chez Renault, 3,6 millions de véhicules étaient assemblés en France en 2004 pour 2,2 millions en 2019. Voilà pour le constat. Il est le fruit de choix politiques néolibéraux persistants et de mutations au sein même du capital lui-même avec une valeur actionnariale prenant le dessus sur la valeur ajoutée. La recherche insoutenable des taux de profits à deux chiffres pèse de tout son poids sur le développement humain, social, économique et précipite la planète dans une crise écologique sans précédent.

Et le Covid-19 fait apparaître aux yeux du plus grand nombre de grandes faiblesses systémiques : La difficulté d'approvisionnement en masques quand Plintel en construisait il y a peu dans les Côtes-d'Armor. Les Luxfer dans le Puy-de-Dôme qui produisaient de l'oxygène médical et dont le gouvernement dit désormais timidement chercher un « repreneur européen ». SANOFI dont les États-Unis affirment vouloir la primauté des efforts de recherches sur le Covid avec l'essentiel des laboratoires de recherches installés sur leur territoire national alors que le chiffre d'affaires de l'entreprise se fait à 80 % sur les remboursements de la Sécurité sociale française...

Les exemples ne manquent pas, tous autant scandaleux, tous autant inquiétants. Ils provoquent des débats en France et en Europe sur de possibles relocalisations de productions dans une économie toujours aussi interconnectée et confrontée à une défaillance d'ampleur, qu'il s'agisse de la production ou de la fourniture de matières premières. Les communistes proposent un nouveau système de développement articulant industrie et services (notamment les services publics) et de nouveaux pouvoirs à l'entreprise. Il s'agit d'allier relocalisations et coopérations en utilisant comme levier l'intervention politique, syndicale, citoyenne pour garantir et conditionner l'accès à l'argent, qu'il s'agisse de création monétaire, de crédit ou d'aides publiques.

Si Bruno Le maire concerte actuellement en réunissant les grandes filières industrielles nationales, nous craignons l'annonce de restruc-

turations d'ampleur, avec suppressions d'emplois, dans l'automobile, l'aéronautique... Au profit d'une prétendue sauvegarde de l'appareil productif national et européen ainsi que d'une réorientation écologique qui n'en aura que le nom. D'ailleurs, pendant que le commissaire chargé de l'Économie, Paolo Gentiloni, annonce des discussions sur « la possibilité d'intervention d'un outil paneuropéen, également en capital », la BCE achète les titres de 38 entreprises des énergies fossiles. Et l'Union européenne reste profondément inégalitaire comme en témoigne le fait que parmi toutes les aides d'État validées par Bruxelles depuis le début de la crise, 52 % émanent d'Allemagne. Chiffre éloquent qui indique combien de nombreux pays appauvris par des années d'austérité n'ont plus les moyens de faire face dans les conditions actuelles.

Cela indique l'urgence à construire des coopérations économiques et industrielles nouvelles, réduisant les risques de dépendance dont nous voyons aujourd'hui les effets. D'autant que la tentation nationaliste menace d'ouvrir de nouveaux fronts de guerre économiques. Pour exemple, le Japon vient de débloquer 2,2 milliards en direction de ses entreprises qui quitteraient la Chine pour revenir au bercail, et l'Inde ne ménage pas ses efforts depuis avril pour attirer sur son territoire des entreprises installées en Chine.

En France, le pouvoir Macron met en œuvre une politique visant à constituer de grands champions du capital financier (voir son accompagnement des projets Alstom/Siemens ou Fincantieri/Chantier naval de Saint-Nazaire) au détriment du projet industriel, seul juge de paix d'une viabilité économique, sociale, écologique. Un État stratège peut intervenir sur les grandes filières industrielles nationales pour répondre aux enjeux de notre siècle : en conditionnant et en contrôlant tout l'argent public utilisé ; en nationalisant lorsque nécessaire pour faire reculer la domination du capital et non pour collectiviser les difficultés avant de restituer les bénéfices au marché ; en agissant au niveau européen pour une politique monétaire et du crédit garantissant un nouvel essor industriel engageant la transition écologique. La mobilisation de ces leviers, appuyés par de nouveaux pouvoirs à l'entreprise et sur les territoires, permettront d'engager les relocalisations et coopérations nécessaires. ✪

Aymeric Seassau
membre du CEN



Ce que nous dit le Covid-19 sur la défense nationale

L'engagement des personnels des armées dans la lutte contre le Covid-19 a été réel. Un quart des transferts de patients en réanimation ont été réalisés par l'Armée de l'air. Le Service de santé des armées (SSA) s'est investi à fond.

Mais cet engagement ne peut cacher la misère en ressources matérielles et humaines de nos armées.

L'Airbus A330-Morphée, de transport de patients en réanimation, n'existe qu'à 2 exemplaires. 50 % des hélicoptères ne sont pas en état de voler faute de moyens. Un seul régiment possède des capacités de nettoyage NRBC¹ et en 5 ans le SSA a été amputé de 10 % de ses effectifs. Les faibles capacités du transport aérien militaire ont fait que le rapatriement de nos concitoyens bloqués à l'étranger et le pont aérien d'importation des masques ont été confiés à des compagnies privées. Les hôpitaux militaires du Val-de-Grâce et de Bordeaux sont restés fermés faute de moyens et de volonté politique.

L'hyper communication gouvernementale, notamment autour de l'hôpital de campagne de Mulhouse, ne fait que masquer que la conception et le format actuel de l'armée française la met dans l'incapacité d'affronter une catastrophe ou un conflit majeur².

Le rôle que DGA³ a joué pour l'homologation de masques, la conception de respirateurs et d'autres équipements, montre la nécessité qu'elle reste publique et ne devienne pas un bureau d'études privé d'ingénierie. La crise du Covid-19 a montré les limites d'une armée exclusivement professionnelle, formatée pour la projection sur des théâtres extérieurs et dont la logistique est dépendante d'entreprises privées étrangères⁴. Cette armée est étouffée budgétairement par l'acquisition de matériels de haute technologie aux coûts prohibitifs et à la maintenance complexe⁵.

D'où le besoin d'un autre modèle militaire, libéré de l'OTAN et s'appuyant sur de nouvelles formes de participation de tous les citoyens à l'effort de défense.

Avec plus de 3 800 cas probables⁶, l'armée a été fortement touchée par le virus, y compris au Sahel. Si peu de décès sont à redouter, les militaires infectés restent exposés à de possibles lésions pulmonaires. La mise en quarantaine des militaires revenant d'opérations extérieures se déroule dans des conditions scandaleuses. Toute la transparence sur la situation sanitaire des armées, y compris concernant le Charles-de-Gaulle, doit être faite, et chaque soldat doit bénéficier du suivi sanitaire de qualité qui devrait lui être dû.

Le ministre des Armées entend utiliser son budget comme « un outil de relance de l'économie française par la commande publique »⁷, au profit des industriels de l'armement et au détriment des moyens humains des armées.

La préservation des outils industriels nationaux de notre indépendance est nécessaire, en particulier vis-à-vis des États-Unis, mais elle ne peut se faire en subventionnant des entreprises privées par la commande publique. Il faut un pôle public des industries de défense avec des nationalisations et des remontées de la part de l'État au capital d'entreprises multinationales comme Airbus.

La sortie de l'OTAN, le désengagement d'interventions extérieures, la fermeture de bases à l'étranger, l'arrêt de la privatisation de fonctions de maintenance, de logistique et de formation, permettraient de redéployer des moyens vers les ressources humaines, l'amélioration de la condition militaire. Le choix et la conception de programmes d'armement répondant aux besoins spécifiques de la défense du pays plutôt qu'à l'exportation seraient aussi source d'économie ainsi que l'action pour le désarmement nucléaire multilatéral.

Si la crise du Covid-19 n'est pas créatrice d'une nouvelle situation stratégique, elle est un accélérateur de tensions déjà sous-jacentes aux rapports de force mondiaux. La crise de l'OTAN s'approfondit. L'effondrement des prix du pétrole a multiplié les risques de conflits inter étatiques et de guerres civiles. Les velléités annoncées de « démondialisation », de fin du multilatéralisme, de relocalisation sauvage, de protectionnisme sont autant de casus belli en puissance. L'attitude agressive et belliciste des États-Unis, de l'OTAN et suivie par la France vis-à-vis de la Chine, crée une situation très dangereuse pour la paix mondiale. L'énorme dépendance de l'Europe sur le secteur stratégique du numérique vis-à-vis des États-Unis relègue encore plus le vieux continent au rang de colonie numérique des GAFAM.

En 2003, 2 stratégestes chinois diagnostiquaient qu'avec l'exacerbation du capitalisme globalisé, financiarisé et numérisé, nous étions entrés dans l'ère d'une « guerre hors limite, où la distinction entre le champ de bataille et hors de lui n'existe plus. [...] Les espaces sociaux que sont les domaines militaire, politique, économique, culturel et psychologique sont des champs de bataille où l'affrontement entre les forces antagoniques est le plus acharné. La guerre peut être militaire, paramilitaire ou non militaire. Elle peut recourir à la violence ou peut être aussi non violente.



Elle peut être un affrontement entre militaires professionnels ainsi qu'un affrontement entre des forces émergentes principalement constituées de civils ou de spécialistes. »⁸

Si cette analyse est exacte, alors la lutte pour la paix ne peut se réduire au seul combat pour le désarmement multilatéral, sauf à être dans la même impuissance que la bulle papale interdisant l'arbalète en 1139. La lutte pour la paix ne peut être que celle du dépassement radical des rapports sociaux et des modes de production actuels.

En ces temps de la globalisation de la production et des échanges, de la révolution du mariage des bits et des atomes, de la crise des matières premières, des crises climatiques et sanitaires, de la transition énergétique et écologique, une politique de défense assurant la paix et la souveraineté populaire ne se réduit pas à une question militaire. Elle est une affaire de stratégie géopolitique globale. Elle implique de penser éducation, R & D, industrie et technologie, santé, démographie, agriculture, maîtrise et protection des ressources naturelles...

Dans un monde devenu plus ouvert, plus complexe, mais où de nouveaux dangers se conjuguent à de nouvelles solidarités, de nouveaux possibles, les questions de défense, de paix et de guerre, les choix politiques qu'elles impliquent ne peuvent être l'apanage d'une petite « élite » liée au capital, mais doit être l'affaire du plus grand nombre dans le cadre d'un débat démocratique instruit. Pour sa part, le PCF a des propositions à mettre en débat, sur une politique de défense et de protection libérée de l'OTAN, qui assurerait la liberté, l'indépendance des peuples dans un monde de paix et de sécurité collective. 🇫🇷

Yann Le Pollotec

pour la commission Défense nationale-Paix du PCF

1. Nucléaire Radiologique Biologique et Chimique.

2. La catastrophe de l'ouragan Irma à St-Barthélemy l'avait déjà montré.

3. Délégation générale de l'armement.

4. Citons notamment la firme ukrainienne exploitant les gros porteurs Antonov.

5. Le fantassin professionnel français lesté de ses 40 kg du système d'arme individuel « félin » au coût de 42 000 € affronte des combattants non professionnels armés de simple AK 47 Kalachnikov à 500 € pièce et équipés de smartphones du commerce.

6. 1 500 confirmés.

7. Déclaration devant l'Assemblée nationale le 12 mai.

8. Qiao Liang, Wang Xiangsui, *La Guerre hors limites*, Payot et Rivages, 2003.

Pendant la crise sanitaire quelques évolutions idéologiques

Le « Baromètre de la confiance politique » est une enquête académique devenue l'enquête de référence française sur la question de la confiance des Français dans la politique. La base de données constituée depuis 11 années d'enquête permet un suivi longitudinal exceptionnel de dimensions comme la confiance en soi, dans les autres, dans les institutions et le personnel politique, mais aussi le rapport à la démocratie, à ses principes et à son fonctionnement en France. Pour la première fois, le Cevipof (Centre de recherches politiques de Sciences Po) a fait le choix de comparer son enquête simultanément avec trois pays européens : la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. La ré-interrogation, en pleine période de confinement, des personnes qui avaient répondu au Baromètre de la confiance en février, permet une comparaison inédite entre les attitudes et les comportements sociaux et politiques mesurée juste avant et juste après le confinement. L'un des intérêts majeurs de cette comparaison est qu'il s'agit d'un panel : en interrogeant les mêmes personnes on peut tester l'hypothèse d'un « effet Covid-19 » et répondre ainsi à la question de savoir « quel effet joue sur les perceptions et les attitudes en termes de confiance ». On ne sera pas étonné des montées des inquiétudes, des sentiments anxigènes, des méfiances (capacités critiques?). Nous avons choisi d'appliquer quelques zooms sur certains aspects. L'ensemble de l'enquête, 150 pages, est disponible sur le site du Cevipof. Le lecteur y trouvera les évolutions et contradictions à l'œuvre.

Le système capitaliste doit être réformé en profond

Cette crise provoque un renforcement des critiques envers le modèle occidental et la mondialisation. 65 % des sondés approuvent l'idée que leur pays devrait « se protéger davantage du monde » (+ 9 points), 75 % estiment qu'il « faudra à l'avenir mieux contrôler les frontières » et 74 % que « c'est à l'État français et pas à l'Union européenne de contrôler les frontières ». Cette méfiance se reporte également sur le modèle économique et le libre-échange : 45 % des personnes interrogées veulent que « le système capitaliste soit réformé en profondeur » (+ 6 points par rapport au mois de février) et 46 % qu'il soit « réformé sur quelques points », en baisse de quatre points (total de 91 %). Ces sen-

timents existent chez nos voisins mais ils sont beaucoup moins prononcés : 55 % des sondés allemands et 43 % des Anglais,

Attachement à la démocratie

Les sondés français restent profondément attachés à la démocratie. 76 % approuvent « un système politique démocratique avec un parlement élu qui contrôle le gouvernement », bien loin devant l'idée d'un régime avec « à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du parlement ni des élections » (34 %) ou un pays dirigé par l'armée (16 %). Alors que l'épidémie n'est pas encore totalement vaincue, 84 % des sondés français affirment que « le gouvernement devra rendre des comptes », 80 % qu'il y a eu des « fautes commises par certains membres du gouvernement ».

La situation sanitaire pourtant gérée très différemment (dépistage massif pour les Allemands, confinement plus tardif pour les Anglais), la mansuétude de l'opinion est pour le moment plus grande. 74 % des Allemands interrogés et 69 % des Anglais pensent que leur gouvernement a bien « géré cette crise ». En France, ce taux d'approbation n'est que de 39 %. « Le gouvernement français a peut-être déjà perdu la bataille de la confiance, analyse Bruno Cautrès du Cevipof.

Poussée de confiance dans le service public et forte demande de protection économique et d'un rôle accru pour l'État

La demande de protection, si elle désigne toujours davantage les catégories populaires, progresse dans les catégories moyennes et supérieures où cette demande a le plus augmenté. Il semble bien qu'il s'agisse d'une remise en cause plus générale des conditions de l'action publique.

Cette montée en force de la demande de protection à l'égard de la mondialisation signifie-t-elle la disparition, depuis longtemps annoncée, du clivage gauche-droite ? Il n'en est rien, car cette demande est bien plus forte à droite qu'à gauche.

Notons qu'il s'agit plus d'une demande de protectionnisme économique plus que d'une fermeture xénophobe.



On enregistre une poussée de confiance dans les grands services publics, et notamment dans le secteur hospitalier, une grande confiance dans les informations fournies par les médecins, bien plus d'ailleurs que dans les statistiques officielles provenant du gouvernement. ★

Patrick Coulon

Regard sur les budgets rectificatifs

La pandémie qui a paralysé le monde entier, son économie, sa vie sociale, culturelle, démocratique n'a pas fait bouger d'un iota le choix du gouvernement Macron/Philippe. Les promesses du nouveau monde n'ont pas fait illusion et, très vite, chacune et chacun a pu se rendre compte que le pouvoir actuel n'est que la nouvelle enveloppe du vieux monde libéral où l'argent et les premiers de cordée font la loi. Dans les lois de finances rectificatives votées au Parlement en mars et en avril derniers, les fondamentaux libéraux sont bien en place.

Nous portons systématiquement des propositions alternatives

Le gouvernement a fait le choix, d'emblée, de ne pas toucher à la fiscalité installée dès le début du quinquennat. Rappelons-en ici les éléments les plus saillants, les cadeaux aux plus fortunés de ce pays, la suppression de l'ISF (qui rapportait plus de 5 milliards d'euros par an), le plafonnement de la taxation des dividendes à 30 %, un taux unique, plus de progressivité, le fameux PFU (prélèvement forfaitaire unique). Pour les autres, souvenez-vous, hausse de la CSG pour les retraités, baisse des APL..., le ton était donné. Comment s'étonner dès lors que la pauvreté augmente dans notre pays avec 14 % de personnes vivant sous le seuil de pauvreté et, là encore, la pandémie a encore aggravé les inégalités. À chaque débat budgétaire, que cela soit en loi de finances initiale en fin d'année ou à l'occasion des débats sur les lois de finances rectificatives, les parlementaires communistes portent systématiquement des propositions alternatives. Quand le gouvernement refuse de toucher à la fiscalité, nous proposons de faire contribuer davantage les grosses fortunes et les gros patrimoines. Pourquoi ? Par dogmatisme, par idéologie ? Examinons les faits, du côté des revenus d'abord. Si l'on considère les revenus des Français en 2017, voilà la situation : il y a en France 38 millions de foyers fiscaux, 37,5 millions de foyers ont un revenu inférieur à 100 000 euros par an, au-delà de 9 millions d'euros de revenus annuels ils sont 218 foyers fiscaux.

Une fiscalité progressive qui doit solliciter les plus riches

Nous proposons systématiquement de rétablir l'ISF pour les patrimoines supérieurs à 1,3 million, nous proposons une fiscalité progressive sur les dividendes. Rappelons à ce stade, que l'an dernier la France a été le distributeur le plus généreux en termes de dividendes distribués aux actionnaires !

Nous proposons aussi d'augmenter le nombre de tranches d'imposition



aujourd'hui au nombre de 5 (il y en avait 14 dans les années 80), le taux maximum est à 45 %, nous proposons d'ajouter des tranches au sommet de la pyramide pour atteindre 60 %, voire plus pour les très hauts revenus. S'agissant du patrimoine, les inégalités sont également abyssales. Selon l'INSEE, 10 % des ménages français détiennent la moitié du patrimoine. Plus personne ne peut nier l'aggravation des inégalités. Un projet de loi de finances rectificative ambitieux se doit de solliciter les plus riches.

D'autres mesures sont portées par nos groupes parlementaires, sur la TVA notamment qui est la première ressource fiscale de la République, près de 50 % des recettes fiscales, l'impôt le plus injuste qui soit. Nous proposons de créer un taux de TVA à 30 % sur les produits de luxe - une activité d'ailleurs qui continue de bien se porter en France et dans le monde -, une mesure qui permettrait d'alléger la TVA sur les produits de première nécessité. Là, pour justifier son refus, le gouvernement et la majorité sénatoriale se réfugient derrière les règlements européens. Soit, eh bien changeons-les !

Un nécessaire débat sur la souveraineté financière et monétaire

Le choix de nos gouvernants est donc de financer par la dette ; notre pays

va ainsi contribuer à nourrir les marchés financiers mondiaux pour financer toutes ces mesures (ces marchés sont les banques, les assurances, les fonds d'investissement). Dans les 2 415 milliards de dettes de la France, combien de centaines de milliards d'euros leur ont été versés en intérêts depuis des décennies ? Il faudra, à un moment donné, que ce débat sur la souveraineté financière et monétaire de la France s'engage dans ce contexte.

Enfin, il y a ce combat inlassable à mener contre le scandale de l'évasion fiscale des grands groupes qui nourrit aussi notre dette depuis longtemps. C'est un combat que nous ne cesserons de mener.

Chaque débat budgétaire est donc un moment particulier pour mener le débat politique de fond. C'est ce que nous devons faire les uns et les autres, nous au Parlement, et nous tous dans le pays avec nos concitoyen-ne-s. ✪

Éric Bocquet
sénateur du Nord

La crise du Coronavirus et les conséquences pour les politiques européennes

Préambule

La crise sanitaire à laquelle le monde est confronté révèle une crise structurelle qui existait déjà et que le Parti de la gauche européenne (PGE) n'a cessé d'exposer. Le PGE s'est chargé de proposer un modèle alternatif pour cette Europe suite à la propagation du Covid-19. Pour cela, une plateforme a été créée et nous travaillons très activement pour la développer, le plus rapidement et le mieux possible, en nous concentrant non seulement sur les solutions à la crise actuelle, mais également, à plus long terme, pour une transformation publique, sociale et écologique de l'économie. Il est important de repenser le rôle des institutions européennes et mondiales, d'assurer des investissements allant dans le sens d'un Nouveau pacte vert et social ("Social Green New Deal"), de protéger les travailleurs-euses et de promouvoir un avenir centré sur les besoins humains et pas seulement sur le profit.

La situation provoquée par la pandémie du Covid-19 bouleverse l'humanité tout entière. Presque tous les pays ont pris des mesures drastiques pour éviter la contraction et contenir la pandémie. Tous les efforts possibles doivent, en effet, être consentis pour protéger la population. De telles mesures requièrent une coordination. Mais une coordination européenne efficace par ses institutions est toujours absente de même qu'une réponse globale. De cette façon, les pays les plus touchés sont laissés à eux-mêmes. Le risque est donc que le Pacte de stabilité limite la solidarité entre les pays face à la crise économique en menant à la dichotomie entre les pays privilégiés et les pays déjà touchés par l'austérité dans le passé.

La propagation du virus Covid-19 a également des conséquences significatives pour l'économie : Il donne un coup d'accélérateur à la crise de la mondialisation néolibérale en tant que modèle hégémonique de société et, de ce fait, au processus de restructuration du capitalisme.

La pandémie de coronavirus constitue la preuve manifeste de l'échec du modèle économique et social néolibéral dominant. En raison de la politique d'austérité néolibérale menée au travers de la privatisation des services publics, les systèmes de soins de santé ne sont pas en mesure de répondre aux besoins publics pendant une pandémie.

Le Parti de la gauche européenne (PGE) exige des mesures immédiates pour lutter contre les conséquences de la crise et un changement radical de politique, ouvrant une nouvelle voie pour le développement de la société, plaçant le peuple en son centre.

Des activités globales concernant cinq pôles sont nécessaires. Avant tout, tout doit être fait pour protéger la population. Une transformation publique, sociale et écologique de l'économie est urgente. Les institutions et les droits démocratiques ne doivent pas être remis en cause par les mesures prises pour lutter contre la crise : au contraire, en ces temps difficiles, la démocratie et les droits civils doivent être défendus et élargis. Il n'y a pas d'autre réponse que la soli-

darité internationale face à la dimension mondiale de la crise : c'est le moment pour une nouvelle initiative de désarmement et une politique de détente.

Protection de la population

Tous les efforts possibles doivent être consentis pour un meilleur fonctionnement des systèmes de santé. Nous avons besoin de ressources supplémentaires pour les systèmes de santé publique, ainsi que d'une convergence des normes dans tous les pays en termes de personnel, d'installations et d'équipements dans les hôpitaux publics et pour les systèmes de prévention, ainsi qu'une augmentation de la capacité de production des outils de protection de la santé. Il faut également impérativement se doter, à l'échelle du continent, de services publics européens, efficaces et coordonnés avec le reste du monde. Nous exigeons la création immédiate d'un fonds européen pour la santé financé via la BCE par des titres à 100 ans non négociables sur les marchés, et les possibilités d'obtenir davantage de services publics en supprimant le Pacte de stabilité et de croissance.

Tant sur le plan social qu'économique, la population a besoin de protection. Des milliers de travailleurs-euses et de salarié-e-s risquent de perdre leur emploi et leurs revenus et beaucoup les ont déjà perdus. Le virus frappe les plus faibles le plus durement : les personnes les plus touchées sont celles qui travaillent dans des conditions de précarité, mal payées, en particulier le personnel de nettoyage et les soignants.

Les gouvernements de toute l'Europe demandent de pratiquer le télétravail, mais cette mesure ne s'applique pas à tout un chacun, et dans trop de cas c'est un privilège. Les travailleurs-euses des services essentiels ou des chaînes de production essentielles dont la présence est requise sur le lieu de travail doivent avoir la garantie qu'ils seront protégés contre la propagation du virus.

Nous exigeons l'adoption d'un plan de sauvetage économique pour les travailleurs-euses et leurs familles, y compris tous les travailleurs précaires, les chômeurs et les sans-papiers, les migrants et les réfugiés ou similaires. En cas de perte de revenus, une compensation financière est nécessaire. Les loyers et les hypothèques doivent être suspendus pour ceux qui ne peuvent pas les payer en raison de leur perte de revenu. Nous nous opposons à toute tentative d'aggraver les conditions de travail, comme la suspension des conventions collectives et la réduction des droits des travailleurs. Les systèmes de protection sociale, de salaires et de retraites devraient être adaptés sur le plus haut niveau que nous ayons en Europe.

Les femmes sont principalement touchées par des conditions de travail précaires, en particulier les gardiennes, les caissières ou les femmes de ménage. La situation des femmes migrantes est spécialement dure, que ce soit dans les camps, ou dans les pays dans lesquels elles sont arrivées.

Les femmes ne devraient pas payer le prix le plus élevé de cette crise : nous



avons besoin d'un plan concret axé sur la protection de toutes les femmes (travailleuses, chômeuses, migrantes), en particulier lorsqu'elles sont victimes de violences (en particulier la violence domestique).

Nous nous opposons fermement à la pression exercée par le monde économique et industriel sur les décideurs pour qu'ils mettent fin aux mesures de confinement et rouvrent des productions non essentielles sans garantir les conditions de base de la sécurité des travailleurs afin d'éviter l'augmentation des infections. Nous avons besoin d'actions urgentes non seulement pour les grandes entreprises, mais en particulier pour les petites et moyennes entreprises et les travailleurs indépendants. Le soutien financier aux entreprises doit viser à maintenir les emplois, en respectant les salaires, les horaires et les devoirs. Afin de faire face aux problèmes de remodelage de la production, la réduction du temps de travail au même salaire est encouragée.

Relance économique et transformation écologique et sociale

Comme mesure immédiate, nous avons besoin de plus d'investissements dans les services publics.

D'emblée, il faut en finir avec les politiques d'austérité en abandonnant l'ensemble du pacte de stabilité et de croissance. L'Europe doit abandonner cet instrument, qui a été utilisé pour imposer l'austérité aux dépenses publiques, sapant en conséquence les soins de santé et les autres services publics au détriment de la population qui, de ce fait, souffre aujourd'hui de la crise du coronavirus.

La Banque centrale européenne (BCE) devrait être l'instrument pour garantir les énormes ressources nécessaires pour faire face à l'immense urgence sociale, économique et médicale actuelle.

L'argent de la BCE devrait être utilisé pour aider les populations à sortir de l'urgence médicale et pour lutter contre les conséquences de la crise, et non pour

maintenir le taux de rendement du capital. La BCE doit assumer sa responsabilité de développement de l'économie et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter la spéculation financière. Il s'agit d'une condition préalable pour garantir la coordination des actions nationales et la mise en place d'un solide système de solidarité pour faire face à la crise du coronavirus. La BCE et les banques nationales devraient être utilisées pour augmenter les dépenses de services sociaux et de protection de la population.

Par ailleurs, la BCE doit financer un plan d'investissement européen, capable de dynamiser l'emploi et de garantir une évolution du modèle environnemental et social de production et de l'économie. Nous avons besoin d'un programme de reconstruction des capacités productives comprenant la relocalisation des industries stratégiques. Nous exigeons un Fonds européen de relance, financé par des obligations émises par le Fonds lui-même ou par la Banque européenne d'investissement et acquises par la BCE. Dans le même temps, le mécanisme européen de stabilité (MES), qui représente une manière inutile et nuisible d'intervention dans les budgets publics des différents pays européens, devrait être aboli.

La Cour constitutionnelle allemande a remis en question les compétences de la BCE et de la Cour de justice de l'Union européenne et ignore les exigences économiques dont nous avons besoin pour le développement européen. Sa décision ne représente pour nous que le revers de l'austérité et du projet néolibéral. Elle a pour fonction de décourager et d'éviter les actions de solidarité et de saper la voie vers tout projet d'Europe sociale.

Nous proposons un moratoire général sur les dettes publiques. Par ailleurs, nous proposons une conférence européenne sur les dettes publiques, et une discussion ouverte sur les critères de classification de la dette.

Cette crise du Covid-19 montre que le marché ne répond pas du tout aux besoins des citoyens. Il n'est même pas en mesure d'assurer le minimum nécessaire à la vie. Nous voulons une relance du rôle public, perdu pendant la période de privatisation, dans tous les secteurs : le système de crédit, les productions stratégiques, le système de recherche et les services. Nous avons besoin d'un modèle économique axé sur le bien-être public, et l'immense accumulation de capital par quelques-uns doit être stoppée. Pour le plus grand nombre, pas seulement pour quelques-uns ! (« For the many, not just for the few! »).

Le financement de l'augmentation des dépenses sociales et l'investissement dans la transformation de l'industrie nécessitent une politique de justice fiscale : nous exigeons un nouveau modèle de collecte des impôts qui taxe les grandes sources de capital et de richesse, sur la base des critères de progressivité fiscale, et qui met fin aux paradis fiscaux à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE. Une taxe sur les GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) et sur NATU (Netflix, Airbnb, Tesla, Uber) est nécessaire.

La crise fournit des raisons suffisantes pour remettre en question notre modèle socio-économique et changer radicalement la politique. Un profond changement est nécessaire, parce que nous sommes confrontés à d'énormes défis écologiques tels que le changement climatique, qui a de graves conséquences sociales. Pour la gauche, le lien entre les exigences écologiques et les besoins sociaux est crucial. Il faut une transition verte de l'industrie. Cependant, nous sommes aussi dans l'obligation de protéger les travailleurs et les salariés affectés par ce processus.

Le concept de « transition juste » que promeut la Confédération syndicale internationale (CSI) combine la transition écologique et la protection sociale. Une nouvelle politique industrielle intégrant des concepts d'énergie et de mobilité innovants est nécessaire. Nous avons besoin d'un plan de reconversion environnementale et sociale de l'économie qui garantisse le plein et bon emploi et protège les droits de chacun, en commençant par l'égalité des sexes. Dans une perspective de gauche, une nouvelle politique industrielle doit inclure la participation directe des travailleurs et, de ce fait, aller de pair avec la démocratie économique.

Démocratie

Le PGE considère que la crise Covid-19 peut menacer les démocraties et le risque qu'une action irresponsable conduise à l'émergence de l'extrême droite et à sa rhétorique de non-solidarité totale. Contre les tentatives de profiter de la situation d'urgence pour limiter ou suspendre nos droits, le PGE défend la démocratie et ses institutions. Par exemple, les parlements devraient rester en fonction et non être suspendus, comme c'est le cas en Hongrie. Nous savons que des mesures très strictes sont nécessaires pour contenir la pandémie. Mais nous devons être vigilants et faire en sorte que les restrictions de liberté jugées nécessaires pour arrêter la progression de la pandémie restent des mesures exceptionnelles.

Le PGE rejette également fermement toute tentative d'utilisation abusive de la pandémie du coronavirus pour faire de la démagogie xénophobe ou nationaliste.

Désarmement et paix

L'engagement inconditionnel en faveur de la paix et du désarmement est l'un des éléments essentiels de la politique de gauche. Sans paix, il n'y a pas d'avenir pour l'humanité.

L'urgence du coronavirus doit être considérée comme une occasion de remettre le désarmement et la paix au centre de l'élaboration des politiques. Les dépenses militaires doivent être considérablement réduites au profit des soins de santé et de la satisfaction des besoins sociaux. Il est temps de prendre l'initiative d'une nouvelle politique de détente.

La manœuvre de guerre « Defender » a été stoppée par l'épidémie de coronavirus, mais elle n'a pas été complètement annulée. Par conséquent, nous devons poursuivre et intensifier notre résistance contre ces dangereux exercices militaires. L'OTAN n'est pas une organisation défendant les intérêts des Européens. Avec ses activités agressives, c'est une organisation dangereuse. L'OTAN doit être dissoute au profit d'un nouveau système de sécurité collective, qui inclue également la Russie.

Solidarité européenne et internationale

Nous avons besoin d'une sortie sociale de la crise qui dépasse le modèle actuel d'intégration européenne. Notre objectif est une sortie sociale de la crise. Pour ce faire, toute proposition doit englober plusieurs volets :

- La nouvelle intégration internationale de l'Europe devra diversifier ses relations internationales avec des relations commerciales équitables fondées sur

le bénéfice mutuel et non sur la concurrence pour le profit.

- Nous soutenons la promotion d'un processus de coopération paneuropéen incluant la Russie.

- Le développement d'un modèle d'États socialement avancés caractérisé par une solidarité et une coopération « horizontales », avec un programme de reconstruction productif et durable visant à atteindre la souveraineté alimentaire à travers un plus grand soutien et de l'innovation pour l'agriculture.

- Le soutien à l'OMS, notamment sur le plan financier, pour jouer un rôle plus efficace dans de telles crises.

- La défense de l'ONU menacée par l'administration des États-Unis dans l'intérêt du multilatéralisme.

- Ce n'est pas seulement une tâche pour l'Europe mais pour le monde entier. Les pays du Sud ont besoin d'un soutien financier pour protéger leurs populations et améliorer leurs systèmes de santé.

- Nous devons nous assurer que les réfugié(e)s et les migrant(e)s sont traités conformément au droit international et européen, que leurs droits humains et civiques sont définitivement respectés et que leurs vies ne sont pas non plus menacées par des détentions illégales, des refoulements, des expulsions cachées aux yeux du public, ou par des manques de soins de santé, d'hébergements inadéquats, de conditions de vie inacceptables, de réactions racistes et xénophobes, d'exploitations, de discours de haine ou d'actes de violence. Nous devons nous concentrer sur leurs bonnes éducations, sur des opportunités de travail décent et égal, sur leurs épanouissements personnels et leurs intégrations sociales.

- Initier une réponse humanitaire à la situation de millions d'êtres humains dans le monde qui doivent quitter leur foyer pour échapper à la misère, à la faim, aux maladies et à la guerre et qui verront désormais leur situation s'aggraver.

- Le monde doit rester uni et la clé pour surmonter la crise est la solidarité internationale. Il est particulièrement nécessaire de renforcer la solidarité avec les peuples du Moyen-Orient, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qui courent un plus grand risque d'être gravement touchés par la pandémie du Covid-19.

- Nous soulignons un nouvel accent mis sur les principes culturels et fondés sur des valeurs qui permettent le plein développement de l'être humain dans une société égalitaire et écologiquement protégée.

Dans cette perspective, le Parti de la gauche européenne appelle toutes les organisations des forces progressistes, écologiques et de gauche, et particulièrement celles qui participent au Forum européen, à travailler ensemble pour développer une réponse progressiste commune à la crise actuelle dans l'intérêt des gens. 🌟

Déclaration du PGE